

*l'Anti*capitaliste

n°720 | 12 septembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

BARNIER, MACRON, LE MAIRE



ZOOM

Allemagne. Faire face à la montée de l'extrême droite

Page 2

INTERNATIONAL

Gabon, nouveau pouvoir et anciennes recettes

Page 4

HISTOIRE

À l'origine des comités de soldats des années 1970

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé

Page 8

Édito

L'abbé Pierre: 50 ans d'agressions sexuelles, un pur produit du sexisme ordinaire

Par CATHY BILLARD

Une fois la parole libérée, non seulement les témoignages des victimes survivantes s'accumulent mais en plus les portes des archives s'entrouvrent, laissant voir comment depuis cinquante ans la Fondation et l'Église catholique ont condamné les victimes au silence et ont transformé en pleine connaissance de cause, mais pour les besoins de la cause, un agresseur systémique en « saint ». Il va falloir aller au bout de la libération de la parole, secouer tous les cartons poussiéreux pour prendre la mesure des responsabilités collectives de ceux qui, au lieu de protéger les femmes qui se retrouvaient à son contact, les désarmaient totalement face à un comportement de prédateur sexuel. Il est d'abord urgent d'exprimer aux victimes solidarité et respect. Solidarité avec celles qui ont trouvé la force de survivre aux souffrances, à la silencieuse et à la culpabilisation d'agressions d'autant plus violentes de la part d'un homme universellement respecté et même adulé autour d'elles. Parce que beaucoup de ces femmes ont parlé et « on » les a réduites au silence. « La décision que la politique du silence était la meilleure pour le moment était précisément basée sur ce désir de protéger [des] buts fondamentaux », écrivait un proche, le 23 mars 1956, à l'un des responsables d'Emmaüs. On peut être sûr que sans le rapport de forces imposé par le mouvement #MeToo dans les différents secteurs de la société, sans le combat pendant des décennies des victimes de crimes sexuels dans l'Église pour imposer une Commission spéciale d'enquête, Emmaüs International n'aurait pas, de sa propre initiative, ouvert les vannes. Rien ne réparera les blessures et traumatismes causés par ces agressions. C'est un véritable concentré de ce que le système patriarcal de domination et de négation des femmes a pu produire soulevant encore des interrogations, comme celle d'un représentant d'Emmaüs ces derniers jours : « On est profondément déçus et dans l'incompréhension sur le fait qu'un homme qui [avait] aussi bien compris les enjeux de dignité humaine et porté des valeurs fortes d'humanité et de solidarité, ait pu se montrer aussi catastrophiquement désastreux et violent dans son rapport aux femmes ».

Le combat continue, et il passera aussi par la levée de la prescription sur les crimes sexuels pour permettre la reconnaissance des victimes mais surtout la compréhension des mécanismes qui les ont banalisés et autorisés.

Bien dit

Si Gisèle se tient droite à la barre et parle, c'est parce qu'elle sait que son calvaire est celui de toutes les femmes, depuis l'aube des temps, partout et toujours. Au-delà des magistrats, c'est à la société tout entière qu'elle s'adresse comme la victime typique du patriarcat.

CAMILLE FROIDEVAUX-METTERIE, philosophe féministe, dans une tribune sur le procès des viols de Mazan, à lire sur le blog de Mediapart
<https://blogs.mediapart.fr/camille-froidevaux-metterie/blog/090924/le-calvaire-de-gisele-pelicot-ou-la-violence-patriarcale-ordinaire>

CRISE DE RÉGIME Y aura-t-il un gouvernement à Noël ?

Il y aura donc fallu 51 jours à Macron pour nommer un Premier ministre. Un record. À l'heure où nous écrivons ces lignes, Michel Barnier n'a, cinq jours plus tard, toujours pas formé son gouvernement. Inédit. Macron et ses alliés auront-ils nommé un gouvernement à Noël ?

On ironise... et à bon droit. Car, comme l'a dit Dominique de Villepin sur LCI le 9 septembre, « nous sommes aujourd'hui dans une situation inédite sur le plan de la démocratie ». Les manifestants du 7 septembre n'ont pas attendu l'ancien Premier ministre pour se mobiliser, reprendre des forces ensemble et bagarrer contre ce déni de démocratie, elle-même déjà si limitée par les institutions de la 5^e République. La macronie continue d'avancer. Un peu comme un canard sans tête. La crise de régime que Macron a lui-même provoquée en n'acceptant pas le résultat des élections ne saurait manquer de se poursuivre... À son tour, Michel Barnier consulte... à droite, après avoir été adoubi par l'extrême droite. Macron, président solitaire, s'enferme dans le tête-à-tête avec le RN, refusant de penser autrement la société. Il ne fait que renforcer la place du RN et donc des obsessions qui lui tiennent lieu de programme. On est prévenu : le RN ne censurera pas un gouvernement qui mettra la « question de l'immigration et de la sécurité » au centre de sa politique.

Vers toujours plus d'autoritarisme

La crise de régime des classes dominantes ne va pas les empêcher de mettre en œuvre une politique aggravée de casse sociale, de chasse aux immigrés, de mesures racistes et islamophobes, d'autoritarisme. Déjà sur la question du prochain budget les nuages s'accumulent

(voir page 6) puisque le déficit, qui pourrait représenter 5,6% du PIB au moins en 2024, s'aggrave sans que le ministre démissionnaire Bruno Le Maire s'en explique. Mais il prévient son successeur que la tâche sera rude et l'engage à poursuivre en ce sens, alors même que c'est cette politique qui a été rejetée dans les urnes, et en 2023 dans les rues. Les classes dominantes pourraient demain aller vers des postures encore plus autoritaires, en utilisant simplement les institutions. C'est pour cette raison que nous devons d'abord faire confiance à celles et ceux qui se sont mobilisés pour faire vivre la campagne du Nouveau Front populaire, pour la poursuivre.

Une course de vitesse

Toutes celles et ceux qui se sont engagés dans la volonté de faire barrage à l'extrême droite et sa politique et qui ont voulu exprimer l'urgence d'une rupture avec toutes les politiques libérales de casse des conquits sociaux doivent prendre la mesure de l'urgence à imposer l'agenda des besoins sociaux. Et seules les mobilisations sociales et politiques sont en capacité de le faire. Nos revendications d'urgence sont claires : l'augmentation générale des salaires à commencer par le SMIC, la réparation et l'extension des services publics pour protéger les besoins vitaux des êtres humains et de la nature sont des urgences. Il



À la Une

faudra imposer dans les grèves, les manifestations, le blocage du pays s'il le faut. Une course de vitesse est engagée avec le gouvernement démissionnaire et le gouvernement pour l'instant fantôme de Barnier. Nous n'attendons rien des motions de censure, des destitutions hypothétiques. Nous savons que pour faire vivre la démocratie et obtenir satisfaction, il nous faut un mouvement d'ensemble, puissant, plus qu'il ne l'a jamais été. La responsabilité du NFP est de réunir toutes les organisations politiques, syndicales, associatives qui se sont engagées dans la campagne électorale, pour préparer ces mobilisations et les faire vivre dans les lieux de travail, d'études et les quartiers avec des comités locaux du NFP. Les manifestations du 7 septembre (voir page 6) ont été une première étape pour prévenir Macron et Barnier qu'avec ou sans gouvernement la censure de leur politique se prépare dans la rue. Continuons!
 Fabienne Dolet

À lire sur le site

Ukraine. Déclaration de Sotsialnyi Rukh à propos de la fête de l'Indépendance



Ukraine. Déclaration de soutien de Sotsialnyi Rukh aux revendications des familles exigeant des conditions de service claires



Angoulême. © PHOTOTHÈQUE ROUGE / AURORE C. / CCO



Strasbourg, quai des Bateliers. © PHOTOTHÈQUE ROUGE



Paris. © PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

CONTRE LE COUP DE FORCE DE MACRON, ON LÂCHE RIEN!
 Le 7 septembre, plus de 130 manifestations étaient appelées contre le déni de démocratie, contre la nomination de Michel Barnier et pour défendre les mesures d'urgence du programme du Nouveau Front populaire, socle de l'unité du mouvement social, syndical, associatif et des partis de gauche.

Pour le SPD, c'est une catastrophe : le parti dirigeant le gouvernement fédéral obtient 6,1%. Les deux autres partis de la coalition gouvernementale échouent même à la barrière des 5% : les Verts obtiennent 3,2% des voix, le FDP libéral 1,1% ! La BSW, la nouvelle Alliance Sahra-Wagenknecht, a donc tout de suite percé au point de vue électoral. L'AfD est gagnante, et la participation était haute avec 73%. Même scénario en Saxe, où la CDU a la majorité relative avec 31,9% des voix, suivie par l'AfD avec 30,6%. Réussite là aussi pour le BSW avec 11,8% des voix. Catastrophe pour les partis du gouvernement fédéral : 73% pour le SPD, 5,1% pour les Verts, le FDP devenant groupuscule. Lourde défaite aussi pour Die Linke, qui n'arrive qu'à 4,5% (mais garde ses six mandats proportionnels à cause de deux mandats directs). La participation était aussi haute qu'en Thuringe.

Impossible coalition gouvernementale

Trouver une coalition gouvernementale va être difficile dans les deux Land, puisque la CDU (comme tous les autres) exclut un partenariat avec l'AfD, taxée officiellement d'extrême droite. Les conservateurs chrétiens excluent également toute coopération avec Die Linke. Et une coalition incluant nécessairement le BSW n'est pas confortable pour les partis établis, puisque Sahra Wagenknecht exige un positionnement contre l'aide militaire à l'Ukraine et contre le stationnement de nouveaux missiles étatsuniens en Allemagne (tout comme par ailleurs l'AfD, ouvertement putiniste).

ALLEMAGNE Faire face à la montée de l'extrême droite

Dans le Land de Thuringe, l'AfD (Alternative für Deutschland) a obtenu 32,8% suivie par la CDU, avec 23,6% et par le BSW 15,8%. Die Linke, qui avait gouverné le Land depuis des années, essuie une lourde défaite avec 13,1% des voix.

L'ALLEMAGNE REPASSE LES PLATS



Il faut ajouter que le BSW est assez proche de l'AfD dans les domaines de l'immigration et des réfugiés — il est pour une politique encore bien plus restrictive que les partis du chancelier Scholz. Le BSW a gagné des voix surtout au détriment de Die Linke, puis des autres partis, mais très peu de l'AfD.

Percée de l'extrême droite au niveau fédéral

Les succès de l'AfD s'expliquent par une véritable lame de fond d'extrême droite, surtout, mais pas seulement, dans les régions de l'est de l'Allemagne. Certainement, la faiblesse de la gauche joue un rôle important. Les représentants de l'AfD pouvaient triompher le

soir des élections en déclarant que les autres partis, ceux du gouvernement et des chrétiens conservateurs copient leur programme, tout en n'étant pas capables de le réaliser en fermant les frontières pour les réfugiés. Il est vraiment tragique que l'extrême droite hégémone le débat public. Plus les partis établis les suivent dans leur rhétorique, plus le nombre de gens votant pour l'original fascisant augmente. Au niveau fédéral, d'après les sondages, l'AfD serait à 17% des voix, le BSW à 7%, Die Linke à 4%. Le SPD aurait 15%, les Verts 11%... et les chrétiens conservateurs, les plus forts, seraient à plus de 30% des voix.

Reprendre les mobilisations

En Allemagne, il y a eu de larges mobilisations contre l'extrême droite, et surtout contre l'aile droite hégémone de l'AfD et son positionnement pour la dite «remigration», donc la déportation d'un grand nombre de gens vivant en Allemagne, étant des Allemands officiellement, mais jugés pas vraiment allemand de race ou de culture à cause de leurs origines. Il est décourageant de voir que ces mobilisations n'ont, jusqu'à nouvel ordre, pas pu endiguer la vague d'extrême droite. Il reste que les syndicats, eux, pourraient changer la donne en se mobilisant pour de bon contre l'AfD et pour des solutions solidaires.

On pourrait se réjouir de la crise des partis gouvernementaux, si seulement il y avait une alternative politique de gauche. Mais il n'y en a pas. Un gouvernement dirigé par les conservateurs chrétiens et l'AfD comme parti d'opposition le plus fort, ce serait pire que la situation actuelle. La prochaine échéance électorale est proche : le 22 septembre, il y a les élections régionales en Brandenburg.

Manuel Kellner, ancien membre dirigeant de l'ISO, section de la IV^e Internationale en Allemagne et rédacteur de la Sozialistische Zeitung (SoZ)

RACISME Meurtres dans la Manche : plus que jamais ouvrir les frontières

Le 3 septembre, au large de Wimereux, le bateau dans lequel s'étaient embarquées 65 personnes s'est disloqué provoquant un naufrage tragique. Deux personnes sont disparues et 12 sont décédées. Ce chiffre est hélas encore provisoire car plusieurs autres sont grièvement blessées. La moitié des passagers sont de nombreuses jeunes femmes étaient mineures. Cette année, 43 personnes se sont déjà noyées en tentant de rejoindre les côtes anglaises.

Darmanin, n'écouter que sa grande humanité, s'est rendu sur place et a déclaré sans honte qu'il avait «une pensée extrêmement émue pour ces personnes qui cherchaient un monde meilleur». Devant tant de cynisme, d'hypocrisie, de lâcheté, plus que jamais nous sommes déterminés à lutter pour en finir avec ces politiques migratoires meurtrières.

Des frontières qui tuent

N'étant plus membre de l'Union européenne, la Grande-Bretagne n'est donc pas signataire du Pacte européen sur la migration et l'asile adopté

en mai 2024. Il faut rappeler la dangerosité de ce texte qui renforce encore les frontières de l'UE par l'organisation d'un filtrage aux frontières, la création de centres de rétention administrative (CRA) dans les zones frontalières pouvant embastiller 30 000 personnes, permettant le renvoi rapide de migrantEs, sans possibilité d'entrée dans l'UE et de dépôt d'une demande d'asile, le renforcement en matériel de sécurité et personnels de Frontex. La liste des données personnelles pouvant être collectées est étendue et concerne aujourd'hui les enfants à partir de 6 ans. Conséquence : quasi impossibilité d'entrer dans un pays de l'UE et même de réessayer !

La France et le Royaume-Uni unis dans la chasse aux migrantEs

L'accord sur la politique migratoire, signé à Calais en novembre 2022, se nomme officiellement «accord sécuritaire». Les deux ministres de l'Intérieur en fonction à cette date, Darmanin et Braverman, ont annoncé la couleur : «l'objectif est de rendre la route des embarcations de fortune non viable». Pour cela, les grands moyens sont employés : le Royaume-Uni verse à la France une aide financière conséquente et en constante augmentation : 72,2 millions en 2022-2023 et jusqu'à 209 millions en 2025-2026. Cette manne a déjà servi à financer 40% de postes supplémentaires de policiers et gendarmes sur les plages de la Manche, des chiens

de détection, l'augmentation du nombre de drones et de caméras, la mise en chantier d'un nouveau CRA. En projet la création de camps d'internement dans le sud de la France pour les migrantEs arrivant de la Méditerranée et ayant le projet de rejoindre le Royaume-Uni. Cet accord inique est dans la droite ligne des politiques migratoires réactionnaires dans chacun des deux pays. Pendant vingt ans, le parti conservateur britannique a fait du contrôle de l'immigration sa priorité, 120 000 dossiers de demandes d'asile ne sont pas traités, la politique de tout sécuritaire a fait le lit du racisme antimusulman, carburant essentiel des récentes émeutes d'extrême droite. Et même si Keir Starmer a stoppé le projet fou d'expulsion des migrantEs vers le Rwanda, il a quand même promis d'augmenter le nombre de déboutés vers leur pays d'origine ! En France, on le voit, la loi Darmanin s'applique complètement.

Une seule réponse : solidarité et unité !

De vives et belles réactions sur le terrain sont en cours. Marche d'hommage aux migrantEs au Havre, procession vers la mer, journée de protestation au Tréport fin septembre, actions à Dieppe, Ouistreham, Caen. C'est la première fois qu'une telle solidarité s'exprime sur un large appel, avec notamment des groupes cathos, la Fasti, la LDH, les UL CGT et CFDT !

Victorine Laforge

No comment

Il faut réfléchir à un nouveau système d'indemnisation des arrêts de travail plus soutenable financièrement mais aussi plus juste

THOMAS FATÔME, directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), entretien dans les Échos, le 8 septembre 2024, à propos de la hausse de 8% du coût de l'indemnisation des arrêts maladie.

Agenda

Vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre, Fête de l'Humanité à La Base 217 au Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge (91). Le NPA tiendra un stand allée Bobby-Sands (voir programme page 7).

Samedi 28 septembre, Fête anticapitaliste, Toulouse. De 11 h à minuit, salle des fêtes de Ramonville, concerts à 20 heures.



Samedi 28 septembre, États généraux de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), Paris. De 9h à 18h, au 80-82, rue de Montreuil Paris 11^e.

Dimanche 29 septembre, Marche «Sauvons les terres de Gonesse». À 11 h, départ gare de Villiers-le-Bel, Gonesse, Amouville.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MORT DE MIGRANTS DANS LA MANCHE



ISRAËL/PALESTINE

Sacrifier ou libérer les otages ? Les manifestantEs israéliens ont choisi leur camp

De grandes manifestations ont eu lieu le 1^{er} septembre en Israël. Nous publions un extrait d'un article analysant la portée de ces mobilisations.

Pour Benjamin Netanyahu, les manifestations de masse qui ont éclaté dans tout le pays visaient à le renverser, lui et son gouvernement. Cet objectif a été explicitement énoncé par presque toutEs les orateurEs montés sur scène lors de la principale manifestation à Tel Aviv, où plus de 300 000 IsraélienNEs ont envahi les rues après que l'armée a récupéré les corps de six otages de Gaza. [...]

La libération des otages avant tout

Dans l'ensemble, l'opposition à la poursuite de la guerre n'est pas motivée par des préoccupations morales : les actions génocidaires d'Israël à Gaza n'ont pas été mentionnées, et aucun appel à la réconciliation ou à la paix avec les PalestinienNEs n'a été lancé. Les manifestantEs se préoccupent avant tout de leurs concitoyenNEs détenuEs à Gaza et réclament un « Deal Now » qui aboutirait à leur libération. Néanmoins, ces appels ont une portée considérable.

Même dans l'éventualité d'un cessez-le-feu temporaire qui faciliterait un premier échange d'otages et de prisonnierEs, tel que celui envisagé par l'accord actuellement sur la table, il semble que Netanyahu craigne la difficulté à renouveler l'effort de guerre, une fois l'armée retirée des corridors de Philadelphie et de Netzarim, et après que des centaines de milliers de PalestinienNEs auront été autorisés à retourner dans le nord de la bande de Gaza. [...]

Les manifestantEs ne croient pas que l'arrêt de la guerre, du moins à ce stade, constitue une menace pour leur existence, contrairement à ce que prétendent Netanyahu et ses porte-parole depuis les premiers jours des combats. Bien au contraire, ils et elles perçoivent la poursuite de la guerre comme une menace directe pour la vie des otages et, dans une certaine mesure, pour la leur. C'est le sens subversif de l'appel au « Deal Now », même si toutes celles et ceux qui l'ont lancé n'en ont pas compris l'implication.

Un choix entre « Deal Now » et « Sacrifice Now »

La droite israélienne continue d'affirmer que ce n'est pas le corridor Philadelphie qui fait obstacle à un accord, mais plutôt le chef du Hamas Yahya Sinwar et ses conditions impossibles. La plupart des analystes israélienNEs de haut niveau en matière de sécurité rejettent désormais cet argument, insistant plutôt sur le fait que ce sont les conditions fixées par Netanyahu, sous la pression de Bezalel Smotrich et d'autres membres de l'extrême droite de son gouvernement, qui sabotent l'accord — même après que le Hamas a surpris Israël en acceptant une proposition qu'Israël avait lui-même soumise. [...]

Le choix est maintenant, quoique tardivement, clair pour tous et toutes : poursuivre la guerre indéfiniment en mettant en danger la vie des otages ou mettre fin à la guerre pour les libérer. La droite israélienne choisit la première solution, tandis que les centaines de milliers de personnes qui descendent dans la rue estiment qu'aucun objectif de guerre ne vaut le sang des otages. [...] Il est difficile de prévoir si cette large mobilisation débouchera sur un changement politique ; cela dépendra de nombreux éléments sans rapport avec le mouvement de protestation, y compris la pression américaine. Le défi est énorme : non seulement renverser un gouvernement et contrecarrer son projet législatif, mais aussi arrêter la guerre la plus longue et la plus sanglante de l'histoire du conflit israélo-palestinien. Mais un refus massif d'accepter le récit qui vient d'en haut est un premier pas important — et c'est exactement ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Meron Rapoport, le 4 septembre 2024, traduction JB pour l'Agence Media Palestine

À lire en intégralité : « Sacrifier ou libérer les otages ? Les manifestantEs israéliens ont choisi leur camp » <https://agencemediapalestine.fr/blog/2024/09/05/sacrifier-ou-liberer-les-otages-les-manifestants-israeliens-ont-choisi-leur-camp/>

USA Les attaques de Trump contre Harris : racisme, sexisme, vulgarité et mensonges

Le programme de campagne de l'ancien président Donald Trump comprend une taxe de 10% sur toutes les importations et de 60% pour les produits chinois, il veut réduire les impôts sur la fortune, et envisagera des coupes dans Medicare et la sécurité sociale, supprimera le département de l'éducation, et dans son précédent mandat, il avait coupé dans les crédits de la santé et du logement.

Mais en tant que candidat à la présidence pour la troisième fois, Trump ne se présente pas tant sur un programme politique que sur une posture, une attaque vicieuse contre Kamala Harris, la rabaisant en raison de son sexe et de sa race. Il laisse en effet entendre que sa race et son sexe font d'elle une personne intellectuellement inférieure et socialement et culturellement étrangère. Il la qualifie également de « marxiste et communiste », des termes qui font d'elle une « non-américaine ».

Des propos visant à faire de Kamala Harris une « non-américaine »

Selon Trump, Kamala Harris n'est pas l'une des nôtres. En 2020, Donald Trump avait laissé entendre qu'Harris, alors candidate à la vice-présidence, n'était pas une citoyenne américaine et qu'elle n'avait donc pas le droit de se présenter aux élections parce qu'aucun de ses parents n'était citoyen américain au moment de sa naissance. C'est faux, car la Constitution américaine prévoit le droit à la citoyenneté à la naissance. Ainsi, quelle que soit la citoyenneté de ses parents, lorsque sa mère a accouché à Oakland, en Californie, en 1964, elle était une citoyenne née aux

Trump se présente sur une posture, celle d'attaques répétées contre Kamala Harris, la dénigrant en raison de son sexe et de sa race.



WIKIMEDIA COMMONS

États-Unis. Trump s'est engagé à mettre fin à la citoyenneté de naissance.

Il a également laissé entendre que l'identité de Kamala Harris était en question. S'exprimant lors d'une conférence de journalistes noirs, Trump a déclaré : « Elle a toujours été d'origine indienne, et elle ne faisait que promouvoir l'héritage indien ». « Je ne savais pas qu'elle était noire jusqu'à il y a quelques années, lorsqu'elle est devenue noire, et maintenant elle veut être reconnue comme noire. Je ne sais donc pas si elle est Indienne ou Noire ». Bien que Kamala Harris soit diplômée d'une université historiquement noire et qu'elle appartienne à une sororité noire. Cependant, Trump signalait à sa base qu'elle était autre, étrangère. Étant donné que 10% des AméricainEs sont métis, on ne sait pas très bien comment cette tactique va fonctionner.

Sexisme et diabolisation

Trump s'en est également pris à son intelligence, la qualifiant de

« stupide » et de « folle ». D'autres républicains ont qualifié Harris d'« embauche DEI », c'est-à-dire une personne embauchée dans le cadre des politiques de diversification et d'inclusivité de l'emploi, mais qui n'est pas vraiment compétente pour occuper le poste. Selon Trump, Harris est « diabolique ». Un mot qui en dit long à ses partisans chrétiens évangéliques, qui croient effectivement que Kamala Harris et d'autres démocrates sont « diaboliques ». Et cela résonne avec les adeptes de Q-Anon qui soutiennent que les dirigeants du Parti démocrate sont des pédophiles adorateurs de Satan qui ne peuvent être arrêtés que par Trump. En fait, K. Harris est connue pour ses efforts visant à mettre fin au trafic d'enfants par le biais d'actions en justice et de lois.

Les attaques de Trump sont devenues très vulgaires. Il a retweeté sur son site Truth Social une photo de Kamala Harris et d'Hillary Clinton avec la légende suivante : « C'est drôle comme les pipes ont

eu un impact différent sur leurs carrières... », faisant allusion à la liaison de Bill Clinton avec Monica Lewinsky et à la relation amoureuse de K. Harris avec Willie Brown, le chef du parti démocrate californien. D'autres ont laissé entendre que K. Harris avait couché pour arriver au sommet. Dans un discours récent, J.D. Vance, le candidat à la vice-présidence de Trump, a déclaré : « Kamala Harris peut aller en enfer ».

Des mensonges qui laissent Trump en tête dans les sondages

Et puis, Trump ment tout simplement au sujet de Kamala Harris. Il a déclaré : « Harris est totalement contre le peuple juif ». Une affirmation étrange étant donné que son mari, l'avocat Doug Emhoff, est juif.

En critiquant la position de Harris sur les droits reproductifs, Trump a affirmé de manière grotesque : « Elle veut des avortements au cours des huitième et neuvième mois de grossesse, cela lui convient, jusqu'à la naissance, et même après la naissance — l'exécution d'un bébé ». Il a également affirmé de manière bizarre et infondée que « Kamala veut même faire passer des lois pour interdire la viande rouge afin de stopper le changement climatique ».

Cela fonctionne-t-il ? Trump est à 48 ou 47% au niveau national et est en tête dans les swing states (les États en balance entre républicains et démocrates), bien que les différences se situent dans la marge d'erreur — une égalité statistique.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

AFRIQUE CENTRALE Gabon, nouveau pouvoir et anciennes recettes

Le coup d'État, s'il met fin aux outrances du pouvoir précédent, ne représente nullement une rupture avec la politique suivie depuis des décennies.

Il y a un an, le chef de la garde républicaine Brice Oligui Nguema renversait Ali Bongo et mettait fin à 56 années de règne de la dynastie familiale en se proclamant président de la transition.

Prendre le pouvoir

Ce coup de force a été bien accueilli par la population. Contrairement à son père Omar, Ali Bongo n'a pas entretenu les réseaux clientélistes qui permettaient d'assurer une base sociale à son pouvoir. Il s'est au contraire isolé réservant sa confiance à un petit groupe nommé la « young team » composé de trentenaires aussi incompetents que cupides.

Le nouveau maître du Gabon sous la pression de la communauté internationale a accepté de réduire la période de transition de trois à deux ans. Un dialogue national inclusif a été mis en place, il sera suivi d'un référendum en décembre 2024 pour adopter une nouvelle Constitution, puis de l'élection présidentielle prévue l'année prochaine.

L'exercer

Nguema s'est attaché à rassurer les milieux d'affaires gabonais en octroyant notamment une réduction des prix de l'essence de 27% aux entreprises. Il a maintenu également la base militaire française dans la capitale Libreville et signé des contrats d'une valeur d'un milliard d'euros sous l'égide du Medef. Bon élève aussi des institutions financières internationales, il concentre les efforts budgétaires pour le remboursement d'une dette qui ne cesse de s'aggraver. En 2024, elle représentait 73% du PIB avec une prévision de 78% pour l'année prochaine.

Même quand l'homme fort du pays entend mener une politique souverainiste, cela devient une aubaine pour les multinationales. Ainsi la nationalisation de l'entreprise pétrolière Assala Energy a coûté 1,3 milliard d'euros alors qu'elle était valorisée à 730 millions d'euros. Cet investissement qui a nécessité un emprunt et augmente l'endettement du pays, aurait mieux servi à financer une diversification de l'économie du pays. De plus la gouvernance de cette entreprise par le pouvoir suscite des inquiétudes au vu du scandale de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG).

Et le garder

La SEEG a été l'objet de fraudes massives occasionnant des pertes financières colossales.



En octobre 2023, Brice Oligui Nguema rencontrait Paul Kagame, président du Rwanda à Kigali. CC BY-NC-ND 2.0

Des personnalités influentes et proches de Nguema sont impliquées dans cette affaire. Cela ne l'empêche nullement de préparer la présidentielle en soignant sa popularité, même s'il ne s'est pas officiellement déclaré candidat.

Une élection qu'il devrait remporter facilement car tous les membres des institutions de la transition, à l'exception du président, ne peuvent participer au scrutin. Parmi ces derniers, on compte beaucoup d'opposantEs qu'ils soient politiques ou issuEs de la société civile.

Nguema renoue avec les méthodes politiques d'Omar Bongo. Il construit son réseau en y intégrant les principales élites, y compris celles qui s'étaient opposées au régime du fils Bongo incapable de suivre l'exemple de son père.

Paul Martial

À L'ORIGINE DES COMITÉS DE SOLDATS DES ANNÉES 1970

« On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme

te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et

en la désarmant». Avec ce mode d'emploi, donné par Lénine¹ en 1916, les militants de la gauche révolutionnaire des années 1970 renouaient avec une tradition que le stalinisme avait effacée. Retour sur un combat par Robert Pelletier.

Antimilitarisme et solidarité ouvrière

Dès la fin du 19^e siècle, le rôle de l'armée dans la répression de la Commune de Paris et des grèves ouvrières nourrit un antimilitarisme ouvrier.

Un tel mouvement d'opinion n'empêche nullement la boucherie de la Première Guerre mondiale, malgré les positions de Lénine et des Bolcheviks, reprises dans la quatrième des 21 conditions d'adhésion à la III^e internationale, fixées par le 2^e Congrès en 1920².

La propagande communiste parmi les troupes rarement mise en œuvre

La « mise en œuvre » n'est victorieuse que dans la Russie de 1917, malgré les tentatives notamment dans l'armée allemande. Si le Parti communiste français tient encore le cap lors de la guerre du Rif (intervention de la France à partir de 1924), ces belles résolutions ne résistent pas à la stalinisation du PCF et de l'IC.

De la stalinisation au renouveau des luttes

En 1935, dans un communiqué commun, Laval et Staline affirment « ne laisser aucun des moyens de leur défense nationale s'affaiblir » et reconnaissent le droit de la France à « maintenir ses forces armées à un niveau conforme à sa sécurité ».

Le contexte de la Deuxième Guerre mondiale ne se prête guère aux manifestations d'antimilitarisme, même si un petit nombre de militantEs, notamment trotskistes, tentent d'imposer une distinction entre la guerre contre les nazis et celle contre les « boches ».

Les guerres coloniales réactivent une hostilité à l'armée. Et les débats s'amplifient avec le coup d'État au Chili et l'action décisive du Mouvement des Forces armées dans le renversement du fascisme au Portugal. Un renouveau générationnel et militant pour des luttes antimilitaristes.

1 – Vladimir Ilitch Lénine, « Le programme militaire de la révolution prolétarienne [1916] », Œuvres, tome 23, Paris, Éditions sociales, 1958, p. 90-91.

2 – « Le devoir de propager les idées communistes implique le besoin particulier d'une propagande systématique et persévérante parmi les troupes. Là où elle interdite par des lois d'exception, elle doit se poursuivre illégalement. S'y refuser, c'est trahir le devoir révolutionnaire, chose incompatible avec l'affiliation à la III^e Internationale. » Les Quatre Premiers Congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923, réédition en fac-similé, Maspero, p. 39 et 40.

Bibliographie

Bernard Docre et Patrick Mars, *Dossier M... comme militaire*, Éditions Alain Moreau, 1979.

Robert Pelletier et Serge Ravet, *Le Mouvement des soldats : les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire*, Paris, Éditions François Maspero, 1976.

Collectif, *Le Procès de Draguignan*, Éditions du Rocher, 1975.

Antoine Rauzy, *L'apparition et l'extension des comités de soldats en France dans les années 70 (mai 1974-mars 1976)*, Université de Paris I, mémoire de maîtrise d'histoire, janvier 1999.

Draguignan, 1974 : des soldats manifestent dans la rue

Au lendemain d'un Mai 68 durant lequel les casernes sont restées presque muettes, l'esprit « soixante huitard » y pénètre peu à peu : révoltes individuelles, soldats sanctionnés pour avoir distribué des tracts antimilitaristes, début d'organisation dans des comités éphémères.

Les mobilisations s'amplifient à partir de la loi Debré visant à supprimer les sursis à l'incorporation des appelés du contingent. En 1973, l'élection de Giscard met fin au gaullisme et à sa relation particulière à l'État et à l'armée. Le développement des armes nucléaires ouvre la voie au débat sur l'organisation de la défense nationale. La lutte des paysans du Larzac renouvelle l'antimilitarisme. La jeunesse issue de mai 1968 arrive dans les casernes.

L'Appel des Cent

Dans ce cadre de l'élection présidentielle, les militants révolutionnaires engagent la signature d'une pétition : augmentation de la solde, libertés démocratiques, refus des missions anti-ouvrières, une vingtaine de revendications précèdent les signatures de cent soldats du contingent, rendues publiques en mai 1974³. Si ce type de lutte avait fait ses preuves avec le *Manifeste des 121* contre la guerre d'Algérie ou le *Manifeste des 343* pour l'avortement, les conditions de lutte de 100 anonymes isolés dans leurs casernes sont plus délicates.



Avec quelques flottements, la hiérarchie militaire et le gouvernement se lancent dans une répression modérée : mise en prison pour quelques semaines, mutations, menaces diverses. Cependant les signatures se multiplient, les mutations favorisant



la diffusion de l'Appel des Cent. Le glacis médiatique se brise et le débat devient public.

La manifestation

À Draguignan dans le Var, dans le 19^e régiment d'artillerie, des signataires de l'Appel créent un comité de soldats. En arrivant dans la caserne, certains appelés se renseignent : « Où peut-on signer l'Appel des Cent ? » L'ambiance s'en ressent. Tout est prétexte à résistance, à incidents : brimades, problèmes de cantine, propos racistes, etc. Les derniers mois ont vu se développer dans les prisons des modes d'action spectaculaires qui ont porté les revendications sur le devant de la scène. L'idée fait son chemin dans l'esprit des appelés qui souhaitent faire connaître leurs luttes et leurs revendications.

Lundi 9 septembre, en fin de journée, le comité distribue dans la caserne un tract contenant l'Appel des Cent et la liste des 200 signataires de l'unité, accompagné d'un texte des « Antillais » dénonçant le racisme et les brimades dont ils sont les victimes. Réunis le soir, nous décidons de nous retrouver le lendemain pour poursuivre l'action. L'idée d'une manifestation fait son chemin. Le lendemain, le 10 septembre 1974, bien que la hiérarchie ne se manifeste guère, l'ambiance

est tendue. À 13h30, nous nous retrouvons à une trentaine : discussions, votes, nous décidons de nous retrouver à 14 heures dans la cour pour sortir en manifestation. À 14 heures, nous commençons à nous compter : 10, puis 20, puis 50 ; après on ne compte plus ! Nous estimons que nous sommes assez nombreux pour manifester. Le lieutenant de service se place dérisoirement sur notre chemin devant la porte de sortie. Nous nous retrouvons dans la rue. Après quelques hésitations, les premiers mots d'ordre sortent des rangs : « La solde à 1000 francs », « Sorties en civil », « Des perms toutes les semaines », « On est des hommes, pas des bêtes », « Faites l'amour, pas la guerre ». La présence de journalistes finit de créer l'ambiance, et c'est sans complexe que nous traversons la ville.

Nous faisons un sit-in devant la sous-préfecture. Le commandant de la caserne tente de nous faire rentrer tranquillement en camion. Nous décidons de rentrer en manifestant dans le centre-ville. Au retour, nous nous payons un tour de caserne en appelant nos collègues enfermés dans les bâtiments à nous rejoindre. Quelques heures plus tard, le commandant de la région militaire vient entendre nos revendications, assortissant ses réponses de menaces.

La répression

Le lendemain, la riposte de la hiérarchie militaire est rapide et brutale : dans le cours de la matinée, neuf appelés sont emmenés subrepticement et emprisonnés au camp de Canjuers, toujours dans le Var. Des dizaines de soldats sont interrogés. La Sécurité militaire cherche des meneurs. La classe politique est horrifiée. Syndicats et partis de gauche soutiennent avec des grands « mais nous ne sommes pas antimilitaristes ». Après deux mois d'arrêt de rigueur dans différentes casernes de France, trois meneurs sont fabriqués par l'instruction. Pelletier, Ravet et Taurus sont présentés devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille et emprisonnés aux Baumettes. Une campagne de soutien sans précédent se développe, alliant notre défense à la condamnation de l'armée bourgeoise. Pétitions, meetings, manifestations se multiplient associant organisations politiques, syndicats, organisations antimilitaristes et de défense des droits humains.

Le procès qui a lieu à Marseille les 7 et 8 janvier 1975 se termine en débâcle pour l'institution militaire et le gouvernement avec des peines de principe pour les trois appelés. C'était le début d'un combat de plusieurs années dans les casernes.

3 – Robert Pelletier, « Il y a 50 ans, un antimilitarisme actif déstabilise l'armée », *La revue l'Anticapitaliste* n° 155, avril 2024.



MONTPELLIER

La solidarité avec la Palestine n'est pas un crime!

Plus d'une cinquantaine d'organisations ont répondu à l'appel, mardi 3 septembre, devant la préfecture de l'Hérault, pour dénoncer, lors d'une conférence de presse publique, la violente attaque menée contre la liberté de manifester par le préfet de l'Hérault François-Xavier Lauch : associations, mouvements de jeunesse, syndicats et partis politiques, de tout le département et même au-delà.



Le préfet avait en effet pris prétexte de l'attentat antisémite contre la synagogue de La Grande-Motte le 24 août pour interdire toutes les manifestations de solidarité à venir dénonçant le génocide en Palestine. Pourtant de telles manifestations et rassemblements, à l'appel de BDS et d'autres organisations, se déroulent quasiment tous les samedis en centre-ville de Montpellier depuis un an sans aucun incident...

Interdiction de la manifestation

Cette interdiction a été confirmée par le tribunal administratif, au motif que les manifestations avaient pour objet de « soutenir, de manière directe ou indirecte, le Hamas ». La salle d'audience était remplie pour l'occasion par les plus fervents défenseurs de la politique génocidaire d'Israël, en présence du préfet lui-même. Celui-ci était soutenu par trois cabinets d'avocats représentant l'OJE (Organisation juive européenne), le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et ASF (Avocats sans Frontières). Cette décision, véritable coup de force politique contre la liberté d'expression et de manifestation, vise encore et toujours à empêcher que se développent le soutien à la cause palestinienne et la dénonciation du génocide en cours. Preuve s'il en fallait une : l'interdiction, confirmée une heure à peine avant, du relais du drapeau de la libération le 30 août. Elle a eu pour conséquence immédiate la verbalisation des personnes participant à l'initiative. Elle a heureusement également suscité en 48 heures un front très large de soutiens.

Pas de paix sans justice

Nous devons également dénoncer la manière dont cette décision instrumentalise de manière flagrante l'antisémitisme. En effet, vouloir faire passer l'ensemble des juifs et des juives pour des soutiens de la politique coloniale et génocidaire d'Israël ne fait que renforcer le racisme parfois meurtrier qui les vise. Dans l'Hérault, comme ailleurs, nous continuerons à soutenir la lutte du peuple palestinien ! Il n'y aura pas de paix pour les peuples de la région sans le démantèlement de l'État d'apartheid de la mer au Jourdain !

Comité NPA Montpellier

À lire sur le site



Liberté pour Paul Watson!, par la Commission nationale écologie



Offensive majeure contre la Protection judiciaire de la jeunesse, par Victor Smet

SOCIAL Budget de la Sécu, l'autre coup de force en préparation

Avec la prolongation pendant plus de cinquante jours d'un « gouvernement démissionnaire » puis la nomination de Barnier, vieux cheval de retour de la droite, comme Premier ministre, Macron, tente d'imposer par tous les moyens la poursuite des politiques libérales désavouées dans les urnes en juin-juillet. Cela se concrétisera à l'automne par le vote du budget de l'État, et celui du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Au nom de la « lutte contre les déficits », le gouvernement démissionnaire a continué comme si de rien n'était la préparation d'un budget de l'État qui, compte tenu de l'inflation, serait en réalité amputé de 10 à 15 milliards d'euros. Partout de nouvelles coupes sont prévues (hors les dépenses militaires et de « sécurité »). Mais c'est, pour l'instant dans le plus grand silence que se prépare un second coup de force, avec le projet de la loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2025. Celui-ci définit les recettes et les dépenses de la Sécurité sociale et leur affectation (retraites, santé, prestations sociales). Il s'est élevé à 640 milliards pour 2024 (plus que le budget de l'État, de l'ordre de 492 milliards). Il représente plus du quart de la richesse annuelle produite en France (PIB). Au nom de la lutte contre les déficits, tout laisse prévoir que les mêmes exigences d'austérité lui seront appliquées.

Deux sujets en lien avec le financement de la Sécurité sociale ont pourtant occupé une grande place lors de la campagne législative et tout au long de l'été : le sort de la réforme des retraites de 2023 et la crise de l'hôpital et du système de santé.

La ligne rouge de Macron

L'abrogation de la réforme des retraites a été l'un des points décisifs de confrontation lors des législatives. Elle était la première mesure promise par le Nouveau Front populaire s'il arrivait au

gouvernement. À l'inverse, elle constitue une « ligne rouge » infranchissable pour la droite et la macronie. Le rejet de ce texte imposé par la force à coups de 493 est toujours aussi massif. Pour autant il n'est pas question pour Barnier, partisan de l'âge légal de la retraite à 65 ans, de la remettre en cause. Dès sa nomination il a annoncé qu'il n'accepterait un débat que sur des aspects marginaux de la loi « pour les personnes les plus fragiles ».

La situation catastrophique des hôpitaux

La situation dans les hôpitaux s'est une nouvelle fois détériorée

pendant la période estivale. L'été 2023 avait été catastrophique, avec un fonctionnement généralisé en mode dit « dégradé » : délais d'attente prolongés pendant des heures, voire des jours sur des brancards aux urgences ; obligation de faire appel au SAMU pour être admis à l'hôpital ; manque généralisé de lits dans les services, faute de personnel. Selon la Fédération hospitalière de France, porte-voix des directions d'hôpitaux, pendant l'été 2024, la situation a été « stable » (c'est-à-dire aussi mauvaise) dans 46% des établissements et elle s'est aggravée pour 39% d'entre eux. Selon la même enquête, 66% des

établissements manquent de lits en médecine, 51% en soins médicaux et de réadaptation et 43% en psychiatrie, en raison du manque de médecins dans 62% des cas et de personnel hospitalier dans 37%, avec pour conséquence le recours aux heures supplémentaires et à l'intérim (très coûteux). Là encore, les premières déclarations du premier ministre ont levé toute ambiguïté.

Barnier continuera l'austérité

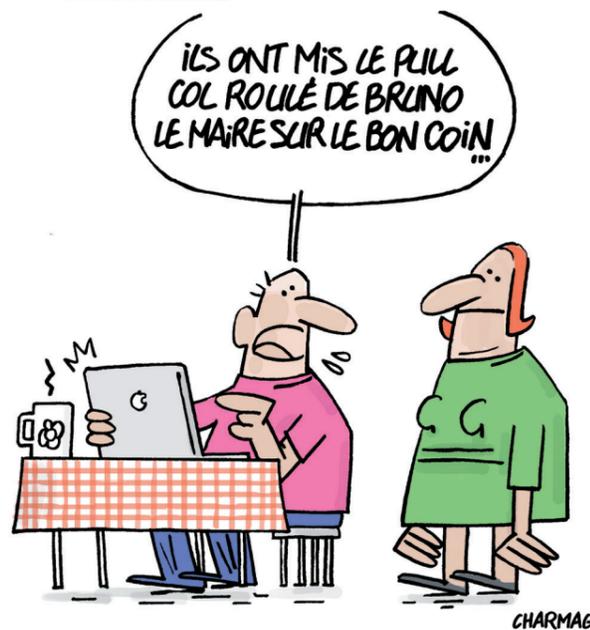
À peine nommé, Barnier s'est rendu à l'hôpital Necker, prétendant afficher sa volonté de faire de la santé publique « une priorité ». Mais il a d'emblée annoncé la couleur : « je ne suis pas là pour faire de l'esbroufe. Il y a des progrès à faire dans l'organisation, des économies à faire ». En clair : les hôpitaux ne manquent pas de moyens ni de personnel, l'austérité va continuer. Les budgets n'augmenteront pas, il faudra mieux s'organiser pour être plus « productif ».

Il ne fait aucun doute que Barnier et la « majorité » qui le soutient, avec la complicité du RN, vont non seulement poursuivre les politiques d'austérité mais risquent fort de les aggraver. D'ores et déjà, le patronat a lui aussi avancé ses pions en ressortant des cartons le projet de « TVA sociale » qui consiste à transformer les cotisations sociales versées par les employeurs en impôt payé surtout par les plus pauvres. Un projet déjà défendu par Sarkozy dont Barnier fut le ministre...

Stop ou encore à la contre-réforme des retraites ? Stop ou encore au délabrement de l'hôpital et du système de santé ? La réponse à ces questions relève désormais de la puissance de la mobilisation sociale et de la capacité de la gauche sociale et politique réunie dans le Nouveau Front populaire à offrir une alternative rompant avec l'austérité. L'échéance du vote de la loi de financement de la Sécurité sociale en est un moment décisif.

J. C. Delavigne

DÉFICIT DE L'ÉTAT



CHARMAG

POLITIQUE 7 septembre: un premier pas

Annoncée fin août, au moment de l'insupportable suspense concernant la nomination du Premier ministre, à l'initiative de deux organisations de jeunesse (l'Union Étudiante et l'Union syndicale lycéenne), les manifestations du 7 septembre paraissent peu motivantes.

Au sortir du long tunnel des Jeux olympiques et paralympiques, la rentrée sociale semblait plutôt tiède. Rapidement, La France insoumise appelait l'ensemble des organisations syndicales, politiques associations ayant soutenu le Nouveau Front populaire à rejoindre la manifestation.

De la question démocratique aux revendications du NFP

Oscillant entre la campagne pour la destitution de Macron et la dénonciation du refus de Macron de nommer un Premier ministre du NFP, la dynamique peinait à s'enclencher. L'ajout des revendications issues du programme du NFP (le smic à 1600 euros, le blocage des prix, la retraite à 60 ans, la lutte contre le racisme, l'école gratuite, la reconnaissance de l'État de Palestine) encourageait l'engagement des organisations politiques ayant soutenu le NFP... à l'exception du Parti socialiste. Du côté des organisations syndicales, sans appeler explicitement, la CGT, la FSU et Solidaires encourageaient leurs militantEs à y participer, pendant que la CGC, la CFTC, la CFDT et FO refusaient considérablement, avec des nuances, que cela sortait du registre syndical. Au total,

MACRON A UN SÉRIEUX PROBLÈME AVEC LA DÉMOCRATIE



CHARMAG

nombre de structures locales ou fédérales de la CGT, de Solidaires et de la FSU appelaient à l'initiative et de nombreux militantEs syndicalistes ont évidemment participé aux manifestations.

Une nomination mobilisatrice

L'annonce de la nomination de Michel Barnier le 5 septembre, ancré bien à droite, a donné une impulsion significative à la mobilisation.

Avec plus de 130 manifestations et près de 200 000 manifestantEs, cette journée marque dès début septembre, une résistance assez dynamique à Macron et à ses manœuvres. Ainsi le mouvement gazeux LFI a de nouveau montré une réelle capacité à organiser nationalement, significativement, une journée de mobilisation. Le soutien de nombre de structures syndicales apporte une contribution modeste mais essentielle au regard des potentialités du mouvement syndical exprimées dans la mobilisation contre la réforme des retraites. Les manifestations ont rassemblé beaucoup de jeunes, de femmes, de LGBTI, des militantEs de la solidarité internationale avec la Palestine et la Kanaky, établissant une convergence dans la rue contre toutes les dimensions de la politique menée par le gouvernement sortant et exprimant une défiance farouche envers le prochain. Malgré une faible volonté de construction à la base de structures « NFP », LFI reste ambiguë sur le fait de construire des mobilisations qui sortent du champ institutionnel.

Au-delà de la journée d'action prévue notamment dans l'Éducation nationale le 10 septembre, la journée intersyndicale du 1^{er} octobre devrait être l'occasion de rompre les isolements délimités, les sectarismes, pour la construction d'une mobilisation pouvant réellement peser sur le rapport de forces face au gouvernement et à l'extrême droite.

Robert Pelletier

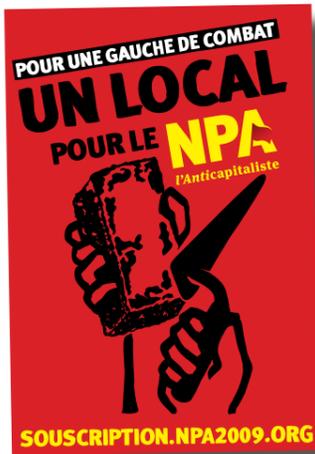
Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION

Pour une gauche de combat, un local pour le NPA!

Le NPA lance une souscription pour se doter d'un local abritant ses activités politiques internationales, nationales et franciliennes, la rédaction de sa presse papier et digitale, son imprimerie et sa librairie.

Pour préparer l'avenir face au danger de l'extrême droite, au chaos capitaliste et pour aider à la reconstruction de notre camp social, notre projet est de racheter un bâtiment intimement lié à l'histoire de notre courant.



Un local lié à l'histoire de notre courant

En septembre 1968 paraissait le premier numéro de Rouge, le journal de ce qui était encore la JCR. Ce n'est qu'en mars 1976 que la LCR franchit un double cap. D'abord en faisant de Rouge un véritable quotidien, mais aussi en étant capable d'imprimer elle-même ses publications

grâce à la création de l'imprimerie Rotographie. Dès lors, dans un même lieu furent rassemblés l'atelier de presse mais aussi la rédaction de Rouge, ainsi qu'une partie des activités directionnelles de la LCR. Cette infrastructure politique construite autour d'une d'imprimerie est un cas unique. Elle a probablement été l'une des clés de la longévité de notre courant marxiste-révolutionnaire, de la LCR au NPA. Depuis cinquante ans, bien des choses ont changé. Presque tout d'ailleurs... sauf le bâtiment dans lequel notre imprimerie, la rédaction de notre journal et la direction de notre organisation se sont installées au 2 rue Richard-Lenoir, à Montreuil.

Occupé auparavant par une activité de métallurgie, le bâtiment fut ensuite loué sans discontinuer par l'imprimerie Rotographie. L'idée d'en devenir propriétaire n'est pas nouvelle. Mais depuis 2022, le projet apparaît comme une nécessité. Aujourd'hui, il devient concret. En effet, le local parisien qui abritait depuis 24 ans notre librairie, nos salles de réunion et les locaux de la IV^e Internationale vient d'être vendu. Nous devons le quitter dans quelques mois.

Un local tourné vers le futur et utile au mouvement

Ce projet d'achat et de rénovation vise à rassembler dans un même lieu toutes nos activités : des salles de réunion, des bureaux pour le parti et l'Internationale, la presse, une imprimerie et une librairie. Mieux encore, il vise à renforcer notre ouverture et notre utilité pour le mouvement social en offrant ou louant des salles, en imprimant le matériel d'autres organisations, en proposant des événements dans une librairie militante mais ouverte au dialogue. Ce projet est aussi très ambitieux sur le plan financier. Voilà pourquoi nous faisons appel à la solidarité afin de récolter 800 000 euros d'ici début 2025. Notre camp social, celui des exploités et des opprimés, a plus que jamais besoin de s'organiser. À son échelle, unitaire et révolutionnaire, dans la rue, les urnes, les lieux de travail et d'étude, le NPA a toujours œuvré en ce sens, pour une gauche de rupture et de combat. Voilà pourquoi nous avons participé pleinement au Nouveau Front populaire depuis juin dernier. Mais après avoir écarté le danger immédiat de l'extrême droite au pouvoir, tant reste à faire!

En soutenant le NPA dans le projet d'achat et de rénovation de son local historique, vous nous permettrez de continuer à exister au service des luttes contre ce vieux monde capitaliste, dans la perspective d'un socialisme écologique et démocratique.

La délégation des Jeunesses Anticapitalistes du NPA était la plus nombreuse : 76 personnes, avec beaucoup de sympathisantEs. Cela témoigne de la dynamique dans notre parti, notamment après les législatives, et montre que nos idées et nos revendications font écho à des jeunes en dehors de notre organisation.

De nombreux pays étaient présents (en majorité européens) : Belgique, Danemark, État espagnol, Suisse, Suède, Norvège, Écosse, Angleterre et unE camarade des Philippines. Nous avons aussi accueilli des camarades de Lettonie, de Lituanie, avec lesquelles les échanges ont permis de mesurer l'ampleur de la répression politique en Europe de l'Est vis-à-vis de toute idée progressiste de gauche.

À noter que des camarades irakiens seraient venuEs si leur visa n'avait pas été refusé à cause des Jeux olympiques. De manière générale, il faut renforcer nos liens internationalistes pour renforcer la venue de jeunes en dehors de l'Europe.

Soutien à la Palestine de tous les horizons

La Palestine a été une des préoccupations principales de ce camp. Une commission permanente Palestine s'est réunie et a abouti sur un communiqué. Cela a permis d'échanger sur nos expériences militantes de cette année, très différentes selon les pays, et de réfléchir à des perspectives communes de mobilisation dans la jeunesse en

RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

Un grand succès pour le camp cette année!

Pour la 3^e année consécutive, la 39^e édition des RIJ (Rencontres internationales de jeunes) a eu lieu en France. Après une période où le nombre de participantEs était en baisse, le camp connaît un nouveau souffle! Nous étions 230 jeunes, contre 150 l'année dernière. Une participation à battre l'an prochain?



soutien à la Palestine et pour la fin du génocide.

L'antivaldisme arrive en tant que sujet propre sur le camp.

Il a toujours été traité et mentionné, mais cette année, une conférence et des ateliers étaient au programme. L'espace en non-mixité des personnes racisées a eu un impact politique important sur le camp avec des revendications des concernés et une prise de conscience globale de la nécessité d'y répondre. Même s'il y avait plus de personnes racisées que l'année dernière, elles représentent une minorité sur le camp et il est indispen-

sable d'en faire un espace où elles ne sont pas opprimées et prennent toute leur place.

Le camp international jeune, un espace autogéré qui fonctionne!

Les RIJ se déroulent dans un lieu d'échange et de découverte, avantage d'un camp entre jeunes où l'erreur fait partie de l'apprentissage. Le camp fonctionne en autogestion, de l'organisation du programme à la dispense des ateliers, en passant par la réalisation des tâches ménagères. Cette semaine de RIJ permet la découverte et l'approfondissement

de grands sujets politiques incontournables (antiracisme, féminisme, écosocialisme, anti-LGBTphobies...) ou l'expérience de la non-mixité.

La présence d'une « Awareness Team » a pour but de créer des espaces les plus sûrs possibles avec écoute et bienveillance. Au cours de la semaine, des activités diverses telles que des jeux ou des soirées nous permettent de sortir des normes sociétales dans lesquelles nous sommes enfermés au quotidien. Les échanges avec les jeunes sur le camp nous apportent toujours, qu'ils aient lieu sur les temps de formation ou informels, au sein d'une délégation ou (et surtout) dans les rencontres avec les camarades d'autres pays. Les RIJ sont finalement une occasion de vivre un temps dans une société que nous essayons de rendre plus juste. Vivement l'année prochaine, en Belgique où ils seront organisés par la Gauche Anticapitaliste!

Les Jeunesses Anticapitalistes

DEMANDEZ LE PROGRAMME

NPA
l'Anticapitaliste

Les 13/14/15 septembre à la fête de l'Huma
AU STAND DU NPA, ALLÉE BOBBY-SANDS

VENDREDI 18H-20H: Table ronde « Face au système patriarcal, écocide, raciste, capitaliste, impérialiste, validiste... une nouvelle force politique! » avec **Christine Poupin** (porte-parole du NPA) et des membres de **On construit l'alternative**

VENDREDI SOIRÉE: **Curls and sparkles** et **Animal aquatique nocturne**

SAMEDI 13H-15H: Table ronde « Être une gauche internationaliste » avec **Cem Yoldas** (Jeune Garde), **Monira Moon** (BDS), **Mina Kherfi** et **Daniel Wea** (MKF) et **Katya Gritseva** (syndicaliste de Priama Diia - Ukraine)

SAMEDI 15H-17H: Table ronde « À l'heure de l'empire Bolloré, mener la bataille culturelle » avec **Raphaël Arnault** (député NFP et porte-parole de la Jeune Garde), **Lumi** (vidéaste pour Blast, Vidéodrome), **Sihame Assbague** (journaliste, Arrêt sur image) et **Kévin Kimbidima** (Commission antiraciste du NPA)

SAMEDI 18 H: Meeting avec **Philippe Poutou** (porte-parole du NPA), **Ersilia Soudais** (députée LFI), **Salah Homouri**, une membre de la **Commission nationale d'intervention féministe du NPA** et unE syndicaliste de l'**UD CGT Paris**

SAMEDI SOIRÉE: **Imazurée, Lennon** et **Curls and sparkles**

DIMANCHE 11H-13H: Table ronde « Lutter aujourd'hui pour la décolonisation » avec **Amel** (Commission antiraciste du NPA), **Camille Lesaffre** (Survie), **Tran to Nga** (processus de reconnaissance et réparation des victimes de l'agent orange)

DIMANCHE 15H-17H: Table ronde « ÉtudiantEs et LycéenNES, faire face à la répression et à la mise au pas de la jeunesse » avec **Ortzi** (Jeunesses Anticapitalistes), **Ezio** (Union Syndicale Lycéenne), **Léo Chapey** (Red Jeunes), unE représentantE de l'**Union Étudiante** et unE représentantE de **Solidaires ÉtudiantEs**

À voir sur le site



Les vidéos de l'université d'été 2024, la 16^e université d'été du NPA-l'Anticapitaliste



La Culture sur le site



La maison von Kummerveldt, de Mark Lorei, mini-série allemande de six épisodes.



La Déferlante : Dessiner - Résister en féministes

SANTÉ « Le nombre de morts dues au travail est énorme mais rendu invisible par l'absence de politique publique »

Entretien. Annie Thébaud-Mony, sociologue de la santé, animait un atelier lors de l'université d'été du NPA-*l'Anticapitaliste*, intitulé « Ne pas laisser sa santé au travail ». Elle décrit une situation préoccupante.

Quels sont aujourd'hui les plus grands risques pour les salariéEs en matière de santé physique et mentale ?

Je ne sais pas si on peut établir une hiérarchie des risques, mais on peut les mettre à égalité pour les énumérer. Parlons tout d'abord des transformations de l'organisation du travail et de leurs effets délétères pour les travailleuses et les travailleurs. Pour le dire vite, l'urgence productive a gagné tous les secteurs y compris la fonction publique, soit des objectifs quasi inatteignables dans le temps imparti, aucun espace de discussion sur les moyens pour y répondre, la pression du temps et l'individualisation des activités, des salariéEs sous injonction permanente. À cela s'ajoute l'absence de coopération au sein des collectifs de travail et des formes multiples de mise en concurrence des salariéEs. Tous les secteurs d'activité, tous les métiers sont concernés.

L'urgence productive a gagné tous les secteurs y compris la fonction publique

Cet ensemble de contraintes, appelé « risques psychosociaux », génère une souffrance psychologique entraînant burn out et suicide. L'exemple extrême est celui de France Telecom dans les années 2006-2015 avec un plan de démoralisation des agentEs les poussant à la démission. Résultat : de très nombreux suicides ou tentatives de suicide. Dans le procès pénal Orange ex-France-Telecom, les juges ont qualifié le délit de « harcèlement moral institutionnel » et condamné Didier Lombard et ses principaux collaborateurs. L'autre grande classe de risques rassemble les risques toxiques : amiante, pesticides, radioactivité, risques chimiques (les fameux PFAS). La plupart du temps imperceptibles, ils provoquent cancers, maladies neurologiques, atteintes chez les enfants... Je peux prendre l'exemple de l'entreprise de stérilisation des dispositifs médicaux, Tetra Medical à Annonay. Des ouvrières ont été exposées pendant des années à l'oxyde d'éthylène – cancérigène, mutagène, toxique pour la reproduction, neurotoxique. Rien ne permettait à ces salariéEs de savoir à quel point ils et elles étaient exposés à un risque mortel. Les conséquences sont gravissimes¹. L'amiante continue à tuer. L'interdiction a laissé un énorme



Annie Thébaud-Mony à l'université d'été du NPA 2024. © PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

passif : celui de l'amiante en place. La France a consommé 80 kilos d'amiante par habitantE. Une infime partie a été retirée et souvent sans respect des règles du code du travail. Actuellement de nombreux chantiers de rénovation énergétique, dans des édifices contaminés par l'amiante, sont conduits sans respect des réglementations.

L'épidémie de cancers ne cesse d'augmenter mais le rôle du travail n'est pas pris en compte. La reconnaissance en maladie professionnelle des cancers concerne moins de 0,5% de tous les cancers. La prévention des cancers professionnels n'est malheureusement pas une priorité pour le ministère du Travail.

L'épidémie de cancers ne cesse d'augmenter mais le rôle du travail n'est pas pris en compte

Enfin, rappelons les accidents du travail graves ou mortels, le plus souvent dus à la négligence des employeurs et donneurs d'ordre concernant la sécurité. Le nombre de morts dues au travail est énorme mais rendu invisible par l'absence de politique publique dans le domaine des risques professionnels : 2 morts par jour d'accident mortel du travail ; 6 morts par jour de l'amiante, et probablement des dizaines par suicide et par cancer professionnel.

En tant que sociologue de la santé, comment évaluez-vous les évolutions de l'exposition aux risques du travail, physiques et psychologiques ?

Depuis les années 1980, les alertes n'ont pas manqué, de la part de chercheurEs mais aussi d'acteurs administratifs tels la DARES du ministère du Travail. En vain. Le recours généralisé à la sous-traitance et à l'intérim depuis les années 1980 a détérioré les conditions de travail

et créé d'importantes inégalités face aux risques du travail. En précarisant et surtout en faisant exploser les collectifs de travail, cela a fait entrave à tout ce qui permet aux travailleurEs sous-traitants et intérimaires de résister. Car il s'agit d'une sous-traitance des risques. Je peux prendre l'exemple de la maintenance des centrales nucléaires. Elle est faite à 90% par les travailleurEs extérieurs, donc sous-traitants et intérimaires. Ils supportent l'essentiel du risque radioactif sur tous les sites. Or ils n'ont pas les mêmes marges de manœuvre que les salariéEs des donneurs d'ordre dans le recours aux droits, notamment le droit de retrait des situations dangereuses. Ces travailleurEs constituent une forme de prolétariat, appelée précarité en sociologie. Le même phénomène existe dans la fonction publique : des salariéEs ont des droits différents selon leur statut, les précaires étant les plus maltraités du point de vue de la santé.

Dans la recherche, la précarisation du travail scientifique a conduit à un gâchis monstrueux de l'activité des chercheurEs concernés. Enfermés dans cette précarité, ils vivent un déni généralisé de reconnaissance de leurs travaux. À terme c'est aussi, pour la société, une très grande déperdition du travail scientifique, les travaux des précaires de la recherche n'étant ni reconnus ni valorisés par les institutions.

Depuis l'instauration de la loi Travail en 2016, sous la présidence Hollande et alors que Macron était à Bercy, les risques se sont-ils accrus sous l'effet de la réduction du nombre de DP (délégués du personnel) et de la fusion CHSCT CE ?

Les CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) permettaient aux représentantEs du personnel, et plus généralement aux travailleurEs, de reprendre la main sur les conditions de travail, de pouvoir agir lorsqu'il y avait un problème, qu'il soit organisationnel ou qu'il relève d'un risque toxique ou de l'accident du travail.

J'ai beaucoup travaillé avec des CHSCT sur les risques toxiques notamment radioactifs et chimiques. Ils étaient un réel contre-pouvoir face au pouvoir patronal sur ces questions. Même si les prérogatives ne sont pas complètement absentes puisque prétendument réintégréées dans les CSE depuis la fin des CHSCT, il y a une énorme perte de pouvoir d'agir des travailleurEs sur leurs conditions de travail. La commission santé CSST n'a pas du tout les mêmes pouvoirs que les CHSCT. Le droit à l'expertise « risque grave » demeure mais est beaucoup plus difficile à négocier, y compris entre les organisations syndicales.

Depuis la fin des CHSCT, il y a une énorme perte de pouvoir d'agir des travailleurEs sur leurs conditions de travail

Pour moi, la prévention passe par cette capacité des salariéEs à reprendre la main sur le travail et sur les conditions de travail. Or, avec la disparition des CHSCT, ils perdent le pouvoir légitime d'agir sur les conditions de travail. Je ne suis pas seule à le dire. Nous avons, en juin, une assemblée générale de l'association Henri Pézerat², où cette question a été évoquée. Dans le contexte du problème très grave de la contamination des lieux de travail par les PFAS, ces substances chimiques toxiques qu'on appelle les « polluants éternels », les délégués CSE présents ont expliqué leur grande difficulté à se saisir de la question dans le contexte actuel des CSE des entreprises concernées. La dégradation des conditions de travail en découle. Lorsqu'il y a un accident quelque part il n'y a plus d'enquête CHSCT.

Lorsqu'il y a un accident quelque part il n'y a plus d'enquête CHSCT

Or celle-ci était consignée dans un procès-verbal qui avait valeur juridique dans un procès pénal ou dans un procès pour faute inexcusable de l'employeur. Cette évolution consacre toujours plus ce que j'appelle le « permis de tuer » des employeurs, des donneurs d'ordre, qui ne rencontent plus aucune limite dans la mise en danger des salariéEs. **Propos recueillis par Fabienne Dolet**

1 – Voir <https://www.asso-henri-pezerat.org>
2 – <https://www.asso-henri-pezerat.org/>
L'Association Henri Pézerat a pour but de créer et de faire vivre un réseau d'échanges, d'expérience et d'aide aux luttes sociales concernant la santé des personnes en lien avec le travail et l'environnement.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°158 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org